



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Service régional de  
l'archéologie

Affaire suivie par : Julien OLLIVIER  
05 67 73 21 00  
julien.ollivier@culture.gouv.fr

Références : LM/JO/2021/39402

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

ARRIVE LE

25 MAI 2021

service SGSVD / UADS

Le Préfet de région

à

Direction départementale des territoires du Lot  
127 quai Cavaignac  
46000 CAHORS

à l'attention de Bernard Maurel

Toulouse, le 12 mai 2021

**Objet :** Notification et attribution d'une prescription de diagnostic archéologique  
**Références :** SAINT-JEAN-LESPINASSE (LOT), Causse de Benne  
PC04627121S0005  
Livre V du Code du patrimoine  
**P.J. :** Arrêté n° 76-2021-0659 du 12 mai 2021 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive avec attribution immédiate

Vous trouverez ci-joint un arrêté portant prescription d'un diagnostic archéologique et attribution à la Cellule départementale d'archéologie du Lot qui s'est engagée à réaliser l'ensemble des diagnostics prescrits sur son territoire.

J'attire votre attention sur les dispositions du code du patrimoine, notamment celles de son article R. 523-17 :

« Lorsque les prescriptions archéologiques ont été formulées ou que le préfet de région a fait connaître son intention d'en formuler, les autorités compétentes pour délivrer les autorisations mentionnées à l'article R.523-4 les assortissent d'une mention précisant que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux.

Lorsque l'aménageur modifie son projet d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux et que les modifications ne sont pas de nature à imposer le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ou d'une demande de modification de l'autorisation délivrée, il adresse au préfet de région une notice technique exposant le contenu des modifications proposées.

Le préfet de région émet un arrêté de prescription de modification de consistance du projet, conformément au 3° de l'article R.523-15 ».

Je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir, le cas échéant, copie de la décision d'autorisation susceptible d'être rendue par votre service sur ce dossier.

DDT du Lot		Date 25 MAI 2021	
	Attribution	Contribution	Information
Dir			
Dir adj			
UPE-UAJCL			
UESRD			
SEADET			
SEFE			
SGSVD	<input checked="" type="checkbox"/>		
SPPDD			
SGC			

Signature Direction  Signature Préfet  Hôtel de Grave 5 Rue Salle-l'Évêque 34000 Montpellier  
Téléphone - Télécopie  
URGENT  Réponse pour le : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-OCCITANIE/>

Pour le Préfet de Région et par délégation,  
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation  
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint, site de Toulouse

  
Léopold MAUREL





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ARRIVE LE  
25 MAI 2021  
service SGSVD / UADS

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

Arrêté n° 76-2021-0659 du 12 mai 2021

portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le Préfet de région,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral R76-2021-03-04-004 du 4 mars 2021 portant délégation de signature à M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté modificatif R76-2021-03-08-001 du 8 mars 2021 de M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie, portant subdélégation de signature aux agents de la Direction régionale des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2016 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la Cellule départementale d'archéologie du Lot ;

Vu la délibération du 27 juin 2016 par laquelle le Conseil départemental du Lot a décidé de réaliser l'ensemble des diagnostics archéologiques prescrits sur son territoire ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PC04627121S0005, permis de construire, déposé par – CPV SUN 40 – pour le projet « Causse de Benne » localisé à Saint-Jean-Lespinasse, transmis par la Direction départementale des territoires du Lot, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 7 mai 2021 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : vestiges situés à proximité immédiate de l'*oppidum* des Césarines ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

## **ARRÊTE**

**Article 1** - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « Causse de Benne », sis en :

RÉGION : OCCITANIE

DÉPARTEMENT : Lot

COMMUNE : Saint-Jean-Lespinasse

Lieu-dit : Causse de Benne

Cadastre : Année 2021, Section C, Parcelle 185p

Réalisé par : CPV SUN 40

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 83 133 m<sup>2</sup>, est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

**Article 2** - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par le présent arrêté est attribuée à la Cellule départementale d'archéologie du Lot.

**Article 3** - L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté.

**Article 4 - Objectifs scientifiques**

En préalable aux travaux projetés, le diagnostic devra détecter d'éventuels vestiges archéologiques, les localiser, les dater, en apprécier l'état de conservation et les caractériser.

L'emprise couvre la partie sommitale du causse au nord duquel se développent trois promontoires formant l'*oppidum* des Césarines. Ce site n'a pas fait l'objet de recherches récentes, à l'exception d'un diagnostic dirigé en 2009 par F. Sergent (INRAP). D'après les informations disponibles, la première occupation remonterait à l'âge du Fer, période durant laquelle le promontoire central (Roc du Cayla) est barré par un premier rempart. Un deuxième ouvrage est bâti plus au nord et daterait du Bas-Empire.

Les deux autres promontoires (Roc du Caussenil et Roc du Sirieys) sont également dotés de fortifications et l'accès aux Rocs du Sirieys et du Cayla est protégé par un autre rempart au lieu-dit Causse de Benne.

Le diagnostic est donc susceptible de livrer des informations sur l'occupation de cet important site de hauteur cadurque pour les périodes protohistorique et antique.

**Article 5 - Principes méthodologiques**

Dans le cadre de l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur prendra connaissance des rapports d'opérations réalisés par l'INRAP, ou un opérateur habilité, consultables à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie, Service régional de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993.

Le diagnostic consistera à sonder, à l'aide de moyens mécaniques adaptés, l'emprise concernée par les travaux à hauteur de 10 % de sa surface totale. Le principe de représentativité statistique qui sous-tend cette approche implique une implantation disposée selon une trame régulière dépourvue de zone aveugle. Dans la mesure du possible, les tranchées seront orientées en fonction de la topographie et/ou des parcelles anciens mais également afin d'accéder à une meilleure compréhension d'éléments particuliers (orientation des structures, densité des faits, voirie, bâti, etc.). La base des niveaux anthropisés sera atteinte, en ménageant, s'il y a lieu, des paliers permettant de travailler en sécurité. En l'absence de vestiges archéologiques, le creusement sera conduit jusqu'au niveau réputé naturel sur au moins le tiers de la longueur de la tranchée. Des extensions limitées pourront être réalisées afin de vérifier la continuité ou les relations stratigraphiques entre structures.

Des coupes stratigraphiques seront relevées dans un échantillon représentatif de sondages. De plus, un plan topographique complet des sondages et des vestiges sera dressé, rattaché au nivellement général de la France et au système géodésique français. Les relevés stratigraphiques des sondages offrant des séquences complexes ou susceptibles de renseigner le contexte géoarchéologique local seront effectués par un géomorphologue. Les zones à forte densité archéologique feront l'objet de plans particuliers et d'une couverture photographique adaptée. Les résultats obtenus sur le terrain seront remis dans le contexte des données issues des sources bibliographiques et archivistiques, afin de permettre la mise en contexte des informations archéologiques. Le mobilier sera intégralement prélevé.

Dans le cadre de la réalisation du rapport d'opération, les vestiges éventuellement mis au jour seront documentés à partir de l'analyse de la stratigraphie et des mobiliers. Ces derniers seront lavés, conditionnés et inventoriés selon les normes en vigueur au Service régional de l'archéologie Occitanie et étudiés de manière exhaustive. La documentation constituée au cours de l'opération sera indexée. Enfin, les découvertes seront replacées dans le contexte historique et archéologique local.

L'ensemble des données recueillies sera présenté et analysé de manière à fournir un état des lieux précis des vestiges mis au jour, de leur chronologie, de leur profondeur d'enfouissement et de leur degré de conservation.

Le rapport final d'opération, ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique, devront être rédigés en français. De plus, il devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du

27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Il sera notamment demandé une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération, en lien avec l'occupation du sol du secteur et par rapport aux problématiques actuelles liées aux périodes concernées par l'opération. Un soin particulier sera porté au rendu graphique, dans le rapport d'opération archéologique, des relevés effectués sur le terrain.

La documentation scientifique et le mobilier issus de l'opération archéologique seront remis à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie (service régional de l'archéologie) conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques.

Enfin, lors de la remise du rapport d'opération, une documentation numérique constituée des fichiers d'inventaires et des plans sera communiquée sous formats natifs au Service régional de l'archéologie (de type « xls » pour les inventaires, « shape » ou « dwg » pour les plans topographiques).

L'opérateur fournira au Conservateur régional de l'archéologie et à l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier un calendrier prévisionnel des interventions pour la phase de terrain ; puis, pour la phase d'étude, la liste des éventuels intervenants extérieurs pressentis et le calendrier général prévisionnel. Il leur donnera toutes informations utiles sur les lieux de stockage et sur les éventuels transferts des biens archéologiques mobiliers.

Le responsable d'opération tiendra informés le Conservateur régional de l'archéologie et l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du déroulement de l'opération, sur les découvertes, les avancées et les difficultés, sur la consommation des moyens affectés et sur tous autres sujets d'importance. Cette information pourra se faire par messagerie électronique.

#### **Article 6 - Responsable scientifique et durée de l'opération**

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : archéologue expérimenté dans la conduite de diagnostics en milieu rural.

La durée minimale prévisible de l'opération en phase terrain correspond à la durée des travaux d'ouverture des tranchées objets de la présente prescription. Cette durée sera précisée avec l'opérateur choisi en fonction d'un calendrier prévisionnel plus détaillé qui sera communiqué par le maître d'ouvrage.

La composition de l'équipe sur le terrain est susceptible d'être adaptée à la nature et à la quantité des découvertes qui seront le cas échéant effectuées. Une ou plusieurs interventions ponctuelles d'un topographe, rompu au levé topographique de terrain et au traitement informatique et graphique des données, sera prévue pour l'assister dans le relevé de structures complexes ou de détail.

En cas de découverte relevant d'une période chronologique ou d'une thématique pour laquelle le responsable d'opération n'est pas compétent, un spécialiste sera sollicité afin d'étudier les vestiges mis au jour, aussi bien durant la phase de terrain que durant la phase d'étude.

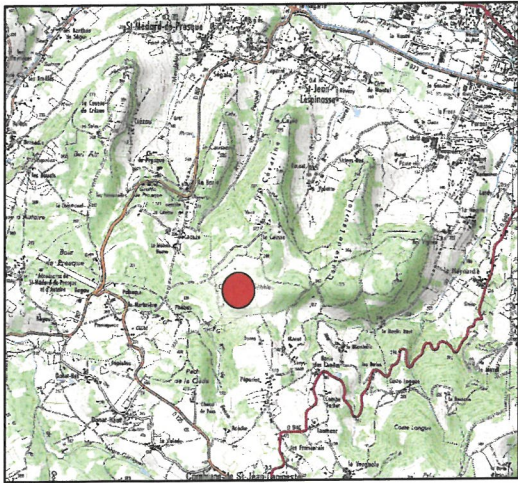
**Article 7** - Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à CPV SUN 40, à la Direction départementale des territoires du Lot et à la Cellule départementale d'archéologie du Lot.

Fait à Toulouse, le 12 mai 2021

Pour le Préfet de Région et par délégation,  
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation  
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint, site de Toulouse

  
Léopold MAUREL





ANNEXE 1 : Emplacement de la zone prescrite

SAINT-JEAN-LESPINASSE  
Causse de Benne

Opération préventive de diagnostic  
Arrêté n° 76-2021-0659  
Cadastre : C 185p  
Emprise : 83 133 m<sup>2</sup>

